

PIERRE FALCIMAIGNE (1914-1978)

Rédigé par sa fille, Anne Falcimaigne

L'enfance et la jeunesse

Né le 1^{er} avril 1914, il a 4 ans à la fin de la Première guerre mondiale : triste période où 3 jeunes hommes de la famille auront perdu la vie. Son arrière-grand-mère et sa grand-mère (mère et fille) meurent également pendant l'année 1915.

On le prénomme Pierre René Charles, prénoms chargés de la généalogie familiale. *Pierre* comme le frère de son père, mort à 29 ans, peut-être de la tuberculose. *René*, comme l'autre frère dont on ne pouvait savoir qu'il serait tué à la guerre quatre ans et demi plus tard, trois semaines avant l'armistice du 11 novembre 1918, et *Charles*, comme son grand-père (décédé en 1904), l'artisan de la réussite du parapluie Falcimaigne.

Il naît 17 boulevard St-Michel dans l'appartement choisi en 1911 à leur mariage par ses parents, André Falcimaigne et Madeleine Dupont, appartement que sa mère occupera pendant presque soixante ans jusqu'à son décès.

On lui donne des leçons de piano mais, racontait-il, il n'aime pas faire des gammes et on abandonne. Sa mère aimait la musique et, jeune fille de bonne famille, devait savoir jouer convenablement du piano. Je n'ai néanmoins jamais vu de piano bd St-Michel...

Il fait ses études secondaires au lycée Montaigne, 17 rue Auguste-Comte, juste en haut du jardin du Luxembourg. Comme il habitait à 1 km, il arrivait généralement en retard et en avait fait une théorie : plus on habite près, plus on est en retard... Il racontait aussi qu'il était tellement maigre, enfant, qu'il passait entre les barreaux des grilles du Luxembourg pour couper à travers le jardin, même quand il était fermé.

La famille loue régulièrement une maison à Ablon pour l'été. C'est au bord de la Seine, à une à deux heures de train à l'époque. La photo ci-contre le montre là avec sa sœur aînée de deux ans, Claire, et la cadette, née en 1918, Hélène. Les vacances à Ablon resteront dans leurs souvenirs les plus importants.



En 1930-31, il est en philo à Louis-le-Grand, encore plus près de la maison, à 500 mètres sur la rue St-Jacques. Son *bulletin de premier trimestre* ne démontre pas qu'il soit brillant, ce qui étonne... surtout si on pense aux normes de réussite scolaire en vigueur pour sa fille.

Dans les années 1930, il correspond assidûment avec trois amis de lycée à qui il restera longtemps fidèle. Ces lettres sont dans nos archives.

- Jean-Claude Pettit, fils de diplomate, qui part en Afrique du Sud, puis en Égypte, puis en Argentine et devient attaché commercial, toujours à l'étranger. Je l'ai connu, ainsi que ses nombreux enfants, entre deux postes, à Paris. Je me souviens notamment d'avoir été intégrée dans une pièce de théâtre qu'ils avaient improvisée, ce qui m'avait émerveillée, peu habituée que j'étais aux initiatives des jeunes. Son frère Olivier Pettit, céramiste, et sa femme Carmen, habitaient Paris et nous les voyions plus fréquemment.
- Robert Halmagrand qui part pour l'Indochine en 1938 (je ne l'ai pas connu).
- Edouard Brissaud, fils d'un éminent professeur de médecine, devenu pédiatre, qui nous soignera, Aude et moi. Lui est resté à Paris, mais faisait partie du quatuor.

Il est licencié en droit en juillet 1934 et obtient son Diplôme supérieur en novembre 1938, mais il lui reste à faire sa thèse qu'il essaiera de terminer pendant la guerre dans des circonstances difficiles.

Pendant ses études, il fait un stage de 1931 à 1933 dans l'étude d'avoué de M^e Bricout qui était un proche de la famille Roughol¹ et où travaillait celui qui deviendra mon parrain : Jean Carpentier, fils de Jeanne Roughol. Je suppose que c'est par l'entremise des Roughol qu'il a obtenu ce stage. C'est vraisemblable : les deux familles se voyaient beaucoup à cette époque : sa tante Marie, sœur de son père et dernière restante avec lui de la fratrie, était mariée depuis 1919 à Joseph Roughol qui meurt d'ailleurs en 1934.

De 1933 jusqu'au 1^{er} octobre 1936, il fait ensuite un stage auprès de M^e Gaubert, un syndic de faillite.

Dès le 15 octobre de la même année, il part au service militaire. Jusqu'au 7 avril 1938. Il est d'abord incorporé au 31^e régiment de Dragons comme élève officier. La vie de troupe ne lui



¹ Voir la chronique [Les fabricants de parapluie à Paris au XIX^e siècle](#).

plaît guère et, dès qu'il peut, il se présente au concours pour intégrer l'école de cavalerie de Saumur (le *Cadre noir*) dont il sort dans la promotion de 1937². *Photo ci-haut de 1937 à Saumur.*

La guerre de 1940

À sa sortie du service militaire, en avril 1938, l'armée l'affecte au 4^e Hussard. Et dès le 1^{er} avril, il est engagé par l'Union générale de la brasserie française menée à ce moment-là par un Monsieur Charlie.

Cette pause civile ne dure guère, puisqu'il est mobilisé dès la fin août 1939 comme officier réserviste et dirigé vers Rambouillet d'où il part le 1^{er} septembre à 5h jusqu'à Cézanne où il rejoint le train auto du régiment, lequel est déjà cantonné à 17 km de Sedan, à Vendresse dans les Ardennes³.

Dans une lettre à ses parents, il exprime l'espoir que la mesure de la mobilisation générale soit « *destinée à faire réfléchir l'adversaire* ». Du 5 au 11 septembre, ils marchent la plupart du temps (afin d'« *épargner le dos des chevaux* ») pour arriver à Hargarten-aux-Mines en Moselle à 8 km de la frontière de la Sarre. Ils vont ensuite stationner dans plusieurs endroits, dans la région en face de la frontière du Luxembourg. Il est à la tête d'une quarantaine d'hommes et autant de chevaux.



Jeune officier, il est le dernier sur les listes des permissions. L'Union générale décide en novembre de continuer à lui verser des émoluments de 500 F. par mois qui sont adressés boulevard St-Michel. Lui assure sa famille que sa solde lui suffit et qu'elle peut utiliser l'argent selon les besoins en lui recommandant de tenir le compte de tout ce qui est dépensé pour lui (paquets, etc.). Parallèlement, il demande à sa sœur Hélène de contacter un professeur pour obtenir un sujet de thèse. Il rencontre en décembre sa cousine Renée Grisel qui fait partie du même corps d'armée et travaille à l'hôpital militaire de Spincourt comme infirmière. L'École supérieure de commerce de Paris a déménagé à Vichy et il semble que son père, André Falcimaigne, doive faire des déplacements pour continuer à y donner des cours.

L'automne est pluvieux, l'hiver est rude (-25° en janvier). En décembre pointe l'espoir d'une permission au début de janvier, mais elle se fait attendre. Le 6 janvier, il est remplacé comme

² *Revue de la cavalerie blindée*, 3^e trimestre 1978 où son décès est annoncé, p 109.

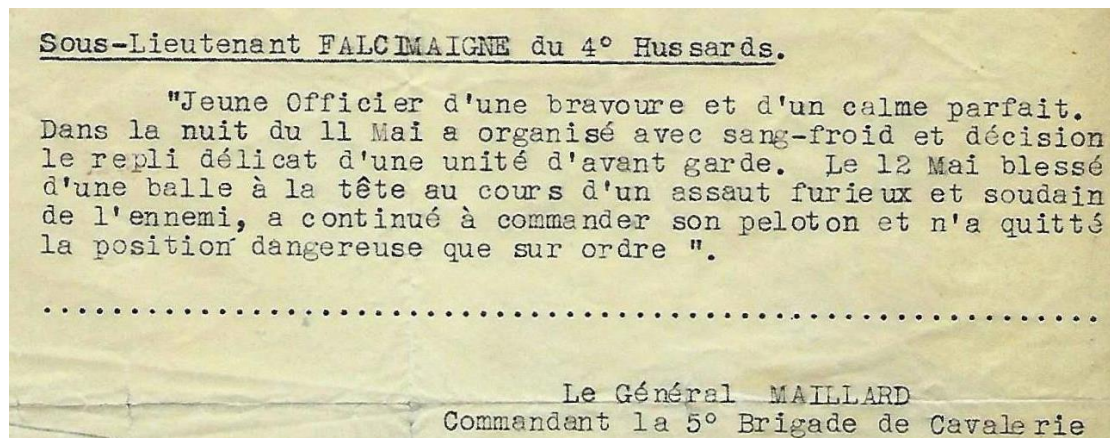
³ Brochure *L'épopée du 4^e Hussards*, Amicale des Anciens du 4^e Hussards, 2020. On y trouve tous les détails des déplacements et des opérations.

garde-chevaux, fonction qu'il exerçait depuis le 8 octobre et qui le tenait à l'écart de ses hommes. Il passe d'un village où il s'était intégré à un centre industriel à 35 km de là où il doit reprendre l'entraînement avec sa troupe, mais c'est, dira-t-il plus tard, « *un travail de contremaître* ». Il met 17 heures pour y arriver à cause du verglas qui tombe en continu et qui fait déraeper l'auto au point qu'il doit s'arrêter en chemin. Finalement, le 3 février, il peut partir en permission jusqu'au 15.

Début mars, ils se redéploient le long de la frontière du Luxembourg, avec des alertes et des patrouilles continuelles. La France est prête à défendre le Luxembourg neutre si les Allemands l'envahissent. Ses lettres se font plus rares et ne parlent que de vie quotidienne banale qu'il présente sous un jour rassurant et agréable.

Après cette longue attente (la *Drôle de guerre*), c'est le baptême du feu : le 10 mai, le 4^e Hussards, dont le sous-lieutenant Falcimaigne, entre au Luxembourg, mais doit se replier devant l'opposition allemande. Dans les jours suivants, les unités se battent pour tenir une ligne de front dans l'espoir d'arrêter l'offensive allemande à Volmerange.

C'est là qu'il est blessé lors d'un assaut. Le 13 mai, il écrit à ses parents : « *L'escadron s'est battu 3 jours, vendredi, samedi et dimanche et moi 2 jours seulement. Peu d'ennuis graves, mais à la fin de la journée d'hier, les choses se sont un peu corsées et j'ai moi-même reçu une balle dans mon casque. Le casque a dévié la balle mais le choc et l'enfoncement inévitable du casque m'ont légèrement blessé. J'ai pu cependant continuer à commander mon affaire et ce n'est qu'à la fin que je me suis fait panser. J'ai été évacué sur un groupe sanitaire et j'en ai pour 5 à 6 jours. Le cuir chevelu seul a été touché. Une autre balle a déchiré ma culotte mais je ne l'ai même pas sentie car elle a été déviée par les volumineux objets que j'avais dans ma poche. Donc pas grand mal.* ». Pour ces faits, il recevra une citation le 14 juin.



En fait, il est transféré à 200 km de là à l'hôpital de Chaumont en Haute-Marne ! Il en sort le 18 mai sans avoir la moindre idée d'où est son régiment... Le 20, on lui dit de se rendre dans un centre où se regroupent les *isolés* comme lui. Le 1^{er} juin, il retrouve son régiment, qui, pendant ce temps a été relevé et s'est dirigé vers la Somme où ils sont arrivés épuisés au sud

d'Abbeville le 29 mai après 13 étapes de nuit. Cette chevauchée leur a permis de prendre conscience du désastre en cours.

Ils s'organisent dans les villages de Laleu, Métigny et Tailly L'Arbre-à-Mouches. Dans ce dernier hameau au nom poétique se dérouleront des combats acharnés le 5 juin. Ce jour-là, Pierre Falcimaigne écrit dans un *rapport* dont on a tout le contenu⁴ une phrase très peu militaire mais qui montre à la fois la jeunesse de ces hommes et la cruauté de leur réalité : « *Cette journée du 5 juin est splendide, chaude, mais légère, le ciel d'une pureté inimaginable. C'est une sorte de crime de mêler à cette perfection nos batailles.* »⁵ Le 6, il écrit à sa mère un mot très bref pour la rassurer : « *journée terrible hier dont nous sommes sortis et j'ai maintenant quelque répit* ».

Du 1^{er} au 6 juin, il est sur la Somme, puis sur la Seine et l'Eure du 7 au 11 juin. On suit donc avec lui l'avancée des Allemands dont les chars les pilonnent. Les pertes sont importantes et les pelotons commencent à avoir des difficultés majeures à s'organiser et se coordonner. De repli en repli, ils se retrouvent en Bretagne. L'armistice est demandé le 17 juin, les troupes allemandes les ont dépassés et sont rendues à Bordeaux.

Il est fait prisonnier avec la 5^e Brigade de cavalerie (en fait les restes du 4^e Hussard, ceux du 6^e Dragons et l'état-major de la Brigade, général en tête). Ils étaient demeurés sur place, ne pouvant continuer de se replier avec leurs chevaux qui les ralentissaient. Certains se rebiffent, dont le capitaine Le Febvre, mon père, les lieutenants Bernard Soubeiran, Harismendy, Geoffroy. Ils partent de leur côté, marchant derrière une ambulance qui éclairait la nuit du 18 au 19 juin. Mais la transmission par le médecin de l'ambulance d'un ordre de rejoindre la forêt de la Guerche les contraint à rejoindre les troupes.

Le récit manuscrit que mon père en a fait montre bien le chaos régnant. Malgré la possibilité de démobiliser les 500 hommes de façon discrète, le général de brigade décide d'aller se rendre aux Allemands... La discipline ayant prévalu, après une longue attente des ordres allemands, ils sont finalement faits prisonniers. « *Ainsi nous n'avions pas su discerner qu'il est des circonstances où il faut désobéir* », écrit mon père qui regrette de ne pas avoir permis à ses hommes de rentrer chez eux, à quelques journées de marche.

Il n'a plus de nouvelles de la famille. Sa lettre du 29 juin ne les joindra à Vichy que le 21 juillet... Au moins, il se repose et reprend des forces, se décrivant « *squelettique et à la limite de mes forces* » à la fin des combats. Ses parents se sont repliés à Vichy où ils logent au 34 rue de Lisbonne.

⁴ Op. cit. p. 34.

⁵ Op.cit. p. 36,

Le colonel réunit ses officiers et leur rend leur liberté d'initiative... mais trop tard. Ils sont conduits vers le 8 juillet au château de Chateaubriant (Loire-Atlantique) où logent déjà 200 officiers de tous corps, cantonnés dans les salles du musée. La vie s'organise là pendant tout un mois tandis que le petit groupe d'opposants pense plutôt à s'évader. Ils sont transférés dans une école au début d'août et le récit s'arrête là.

Une lettre du 24 août montre que le contact est repris avec la famille qui est retournée à Paris. Un autre résumé dactylographié nous apprend le transfert à Nantes, puis le départ en train pour l'Allemagne le 6 septembre, où mon père se retrouve seul dans un compartiment avec Bernard Soubeiran. Vers minuit, alors qu'ils avaient passé Le Mans, ils sautent du train en marche. Cet épisode m'a été souvent raconté : comment ils ont attendu un tournant où le train ralentissait, sauté à plat ventre comme étant la façon la plus sûre, se sont immobilisés sur le ballast, puis sauvés derrière une haie. Ils étaient à 3 km au sud d'Alençon. Ils sauront plus tard que le train qu'ils avaient vu s'arrêter peu après leur saut était resté immobilisé toute la nuit alors qu'on les recherchait.

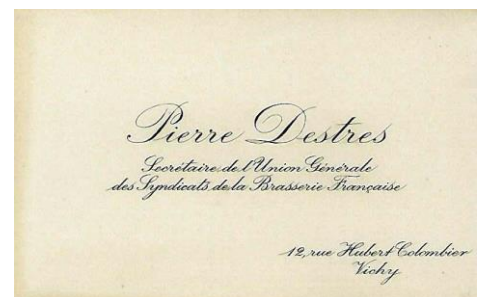
Aidés par des fermiers, ils ont pu s'habiller en civil et regagner Paris. Mon père, via Bordeaux, s'est rendu en zone libre où il est allé se rapporter pour être démobilisé le 16 septembre à Aude (au sud de Carcassonne). Le 15 septembre, un télégramme adressé à Claire à Vichy demande qu'on lui donne des nouvelles à Toulouse 15 rue d'Aubuisson et annonce qu'il sera bientôt à Vichy.

Pierre Falcimaigne et Bernard Soubeiran resteront amis tout au long de leur vie.

La clandestinité et Alger (1940-41)

Il fait alors parvenir de ses nouvelles à ses parents par un billet que quelqu'un leur apporte à Paris. Lui se rend à Vichy, où s'est établi le gouvernement de Pétain (le nord de la France étant sous occupation allemande) et retrouve là son poste à l'Union générale où il travaille sous le nom de Pierre Destrés. Claire, sa sœur, est également à Vichy où elle a suivi le Nonce apostolique pour qui elle travaillait à Paris avant la guerre. Il y restera trois mois.

Le 19 janvier 1941, sur une feuille de carnet, il écrit un message à remettre à ses parents pour les aviser de son départ pour Alger. Il a décidé de rejoindre les restes de l'armée française en exil en Afrique du Nord. Son camarade Soubeiran l'accompagne. Le 2 février 1941, il débarque du bateau Le Chanzy à Alger et se retrouve en garnison à Maison-Carrée au 5^e Chasseurs où il reprend progressivement l'entraînement militaire et cavalier. Une nouvelle



affectation lui arrive le 14 mars pour l'état-major de la cavalerie, sous les ordres du général de Baillancourt Courcol, à la caserne Péliissier, à Alger même.

À cette époque, sa sœur Claire a quitté « Monseigneur » et travaille à l'Union générale des syndicats de la brasserie et de la malterie où elle a été engagée avec le soutien de Robert Dian (1895-1959) qui devait déjà être le président de l'Union générale.

19 janvier 1941

J'ai décidé, comme on m'en a offert la possibilité, de m'engager pour un service de 6 mois, renouvelable, dans la cavalerie nord Africaine, avec mon grade. Soubeiran vient avec moi et grâce aux recommandations d'un officier de la 1^{re} actuelle ment au Cabinet du Ministre, nous espérons être ensemble.

D'une part la situation générale, instable, m'a fait prendre cette décision, et d'autre part la pensée que je devais profiter de ma présence non pas pour affermir ma situation personnelle mais pour essayer à nouveau de servir. Cet officier dont je parle plus haut me l'a très vivement conseillé.

Je serais désolé que vous ne soiez pas, comme je le suis, satisfait de cette décision. Les avantages sont les suivants :

- 1) sécurité personnelle.
- 2) liberté d'action en cas de crise
- 3) non définitif.

J'ai pris un train qui est venu d'Alger en cela à la. Charlie de son retour à Paris.

Je ne sais pas comment il le prendra. J'espère qu'il comprendra qu'il y a autre chose que les affaires et que les situations, surtout en ce moment.

J'avais essayé de vous faire demander de me faire parvenir tous mes effets militaires mais je vois que la commission n'a pas été faite. C'est pourtant urgent car j'attends mon ordre de départ pour dans quelques jours - Je tiendrai si cela est possible à avoir mes boîtes et bien entre toutes mes lettres suivant ce qui a été renvoyé. De toute façon il faudrait les envoyer à Claire qui me les reverserait.

Mon départ n'entraînera pas, pour le moment, de moins, de changement dans l'installation de Claire et de Françoise. Elles demanderont cependant à M.C. de qui il reviendra ici, si il finit qu'elles restent ou non.

Claire continuera à vous donner de nouvelles, que je lui adresserai moi même la plus ~~longue~~ possible, en attendant qu'une bonne solution, à laquelle j'espère coopérer, nous ramène à nouveau.

Tendrement Pierre
Amicalement Jacqueline STEIN

Il parle aussi d'écrire sa thèse. Le doyen de la Faculté lui suggère de l'écrire sur les nouvelles lois de la famille (lois Pétain). Il compte profiter de ses après-midis libres pour ce faire.

Une fois acclimaté, le temps commence à lui paraître long. Il s'intéresse dans le détail à ce que devrait, à son avis, faire Claire qui a quitté l'Union générale où l'atmosphère est devenue de

plus en plus invivable (on apprend ainsi que c'était déjà une des raisons qui l'avaient décidé à repartir à l'armée en janvier). Le 28 avril, il écrit qu'on lui propose d'aller en Indochine et que la seule chose qui le retient est l'éloignement de la famille. Il y renonce quelques jours après... mais reste dans l'incertitude de ce qu'il doit faire, étant donné que la situation militaire ne présente aucun développement. Il se demande s'il ne doit pas rentrer en France.

La vie va lui fournir une réponse. Le 8 juin, il avise sa famille qu'il a fait la connaissance de Janine Deviterne, fille du « *commandant et de Mme Deviterne* » qui a 18 ans et qu'il prévoit l'épouser début septembre à Alger. Les communications avec la famille de Paris sont difficiles car, pour se voir, il faut un *ausweis* afin de franchir la ligne de démarcation et les délais sont longs et imprévisibles. Après deux mois au plus de fréquentations avec la fiancée, il part en France le 6 juillet pour préparer leur retour. Il va y rester jusqu'au 20 septembre !

À Vichy, il renoue avec l'Union générale où la situation semble avoir changé et reprend ses fonctions qui l'occupent beaucoup. Le 24 juillet, par lettre, il félicite son père, nommé expert au Tribunal civil et à la Cour d'appel, mais ce n'est que vers le 25 août que son père peut passer quelques jours à Vichy.

Le papa commandant écrit une lettre le 21 août à André Falcimaigne où il se déclare « *très heureux, ma femme et moi de concevoir que l'union future de nos enfants reposera sur une confiance réciproque* ». Il précise les conditions du mariage : ils donnent à leur fille la rente correspondant à un capital de 100 000 F, le contrat de mariage sera en séparation de biens et le mariage sera célébré simplement. Le trousseau « *que ma femme a beaucoup de mal à constituer* » est en cours de confection : dans une précédente lettre adressée directement au fiancé, il indiquait qu'« *il est devenu très difficile de trouver des étoffes et de la toile, même avec mes relations* ».

Ils se marient civilement le 23 septembre et le lendemain à l'église. Sa sœur Claire est la seule de la famille qui a pu être présente. Le 27 septembre, Pierre écrit à ses parents : « *Tout continue à se passer parfaitement et chaque jour me renouvelle l'assurance d'un bonheur résultant d'une parfaite entente et d'un sentiment réciproque profond.* »

Les trois rentrent à Vichy le 3 octobre. Les jeunes mariés logent chez Mme Guillois, rue de Vingré. Le 10, Janine remercie sa belle-mère Madeleine Dupont, qui veut lui offrir un parapluie Falcimaigne en guise de bienvenue... Elle signe sa carte « *Votre petite belle-fille* ».



Les cartes de Pierre du mois d'octobre disent qu'il a « *un travail écrasant* » à l'Union générale et se déplace souvent, dans une période où l'organisme essaie de résoudre les énormes difficultés d'approvisionnement et de distribution entre les brasseries pour qu'elles puissent poursuivre leurs activités.

Il note aussi que Janine semble s'habituer à sa nouvelle vie : elle se met à la cuisine « *sous la direction éclairée* » de la dame qui les loge : ils mènent « *une vie bourgeoise. Nous dînons chez nous chaque jour mais prenons dehors le repas de midi.* » Le mardi 21 octobre, il écrit qu'il est à Toulouse dans un plus long déplacement et qu'il « *a préféré qu'elle ne s'ennuie pas toute seule à Vichy alors qu'elle a de très bons amis à Pau d'où elle reviendra samedi* ». Son déplacement à lui et le séjour à Pau de Janine se prolongent de quelques jours.

Une carte parle du retour imminent de Janine le mercredi suivant, 29 octobre. Mais elle ne reviendra jamais à Vichy et le lui fera certainement savoir, mais aucune trace écrite n'en est restée. Le 3 novembre, il écrit à son père « *nous avons hâte de vous voir passer quelque temps ici* », laissant dans le vague à qui ce *nous* réfère. Il est vraisemblable qu'il attend de parler de vive voix aux parents, tandis que Claire est au courant de ce qui se passe. Les parents viennent en novembre car la correspondance s'interrompt.

Elle reprend le 30 novembre où il dit à son père qu'il aurait aimé être à une fête familiale (à l'occasion de la Saint-André le 29) « *si proche du bouleversement à l'occasion duquel tu m'as marqué tant de compréhension et de tendresse. Je ne saurais l'oublier.* » Il contacte un avoué afin de commencer les démarches pour faire annuler le mariage. Le 14 décembre, il dit avoir reçu une demande « *de reprise des relations avec changement de siège social* » à laquelle il n'a pas répondu. Il se prépare à aller à Paris pour Noël.

Il n'y a aucune trace des réactions des Deviterne qui ont dû être extrêmement choqués et humiliés. Le père meurt deux ans après, le 6 août 1943 et, à cette occasion, Janine renoue avec la famille, d'après sa nièce, Élisabeth Deviterne, avec qui j'ai pu échanger des informations en 2019. C'est elle qui m'a révélé l'identité du mystérieux séducteur qui l'a détournée de ses projets matrimoniaux : il s'agirait de Jean Demozay, alias Morlaix, un pilote résistant de la Royal Air Force qui a rejoint les Forces françaises libres en 1940. Ce troisième as français de la Seconde guerre mondiale, qui a fait de nombreuses sorties périlleuses et héroïques, meurt bêtement en décembre 1945 dans le crash d'un avion qu'il ne pilotait pas en revenant d'Angleterre. Il aurait demandé à ce moment-là le divorce à sa femme anglaise pour se remarier avec Janine.

Le mariage est annulé par un jugement du Tribunal civil de Cusset le 28 juillet 1942. Des tractations ont probablement été faites pour que ce soit Janine elle-même qui fasse la demande d'annulation et produise toutes les pièces prouvant sa duplicité et éclairant les événements sous leur vrai jour.

Jugement N°2

Entre Madame FALCIMAIGNE, née Jeannine Madeleine Clémentine Deviterne, résidente chez le commandant Deviterne, son père, 48, rue Lefebvre à Alger

demanderesse, comparant concluant par Me. Benoit, avoué et plaident par Me. Lavaud, avocat

Et FALCIMAIGNE Pierre René Charles, 30 rue Salignat à Vichy

défendeur comparant concluant par Me. Renon, avoué

Le Tribunal

Oui Monsieur Sahut, juge suppléant chargé de suivre la procédure en son rapport, les avoués et l'avocat des parties en leurs conclusions et plaidoiries, Monsieur le Procureur de la République et ses conclusions orales, après en avoir délibéré conformément à la loi jugeant en matière ordinaire et en premier ressort

Attendu que dame Jeannine Madeleine Clémentine Deviterne a contracté mariage le 23 septembre 1941, devant l'officier de l'état civil de la ville d'Alger, après avoir fait précéder son union d'un contrat reçu Me. Bove, notaire à Alger, aux termes duquel les futurs époux adoptaient le régime de la séparation de biens.

Attendu que ladite dame a introduit contre son mari une action tendant à obtenir la nullité du mariage.

Qu'elle base sa demande sur les termes de l'article 180 du code civil, motif pris de ce que le consentement par elle donné à cet union n'a pas été donné librement par elle.

Attendu qu'il est constant que le mariage est à considérer comme un contrat soumis à l'application des principes posés par l'article 1109 et suivants du code civil.

Que dans tout acte où la volonté est appelée à produire des effets juridiques, cette volonté doit être saine et le consentement des époux étant une condition essentielle du mariage doit être, dès lors, exempt de vices.

Attendu en effet que le mariage peut être considéré comme un acte juridique par lequel l'homme et la femme établissent entre eux une union, d'où découlent pour eux des obligations réciproques, mais dont le but primordial est la création de la famille.

Attendu qu'il résulte des éléments de la cause et notamment de la correspondance produite que dame Falcimaigne, âgée seulement de 18 ans et au cours de ses courtes fiançailles avec son futur époux, faisait au cours du mois d'août 1941, alors que son fiancé se trouvait en France, la

connaissance d'un homme de neuf années plus âgé, qui ne tardait pas à avoir sur elle une influence néfaste.

Qu'elle devenait sa maîtresse et obéissait aveuglément à son séducteur.

Attendu que l'ascendant moral de son amant devenant sur elle irrésistible et voyant dans le mariage projeté l'unique moyen de s'affranchir de la tutelle familiale opposée à toutes relations suspectes, union qu'elle considérait à l'évidence comme provisoire, lui permettant, en tous cas, d'agir avec toute la liberté désirable avec son amant, il apparaît incontestable que la jeune femme n'a jamais eu la volonté de remplir ses obligations conjugales avec son mari.

Qu'il ressort mêmes des éléments de la cause que le 26 septembre 1941, c'est à dire trois jours après la célébration du mariage, cette dernière recevait de son amant toutes indications nécessaires pour fuir avec lui.

Que la correspondance qu'elle recevait de son amant, démontre surabondamment que la demanderesse sous l'empire de la contrainte morale, a eu, eu égard à son mariage avec Falcimaigne la volonté paralysée et que son consentement à cette union était entièrement vicié. Qu'il n'a pas été librement exprimé, mais au contraire, l'a été pour des fins nettement contraires à celles de l'union conjugale.

Attendu en conséquence que le consentement de dame Falcimaigne a été entaché d'un vice, qui est de nature à faire prononcer la nullité du mariage. Que sa demande est donc recevable et bien fondée.

Attendu que Falcimaigne déclare s'en rapporter à justice.

Par ces motifs

Déclare nul et de nul effet le mariage contracté entre les époux Falcimaigne Deviterne le 23 septembre 1941 en mairie de la ville d'Alger.

Dit, en conséquence, que cette union n'a jamais eu d'existence légale et ne doit produire aucun effet ni dans le passé ni dans l'avenir.

Ordonne la transcription du présent jugement sur les registres des actes de l'état civil de la ville d'Alger.

Dit que les dépens de la présente instance seront supportés par la dame Falcimaigne en prononçant distraction au profit de Me. Renon, avoué.

Ainsi fait et jugé à Cusset, à l'audience publique du tribunal civil de Cusset (allier) du

On ne m'a jamais caché l'existence de ce mariage raté, mais on ne m'en a jamais non plus raconté les détails. La version officielle était que la jeune mariée était partie avec un autre homme et que le mariage n'avait jamais été consommé. C'est d'ailleurs la raison invoquée pour obtenir l'annulation papale que mon père demande afin de permettre à ma mère de régulariser sa situation avec l'église. J'ignore si c'est arrivé à temps pour qu'ils se marient à l'église car il n'y a aucune photo de la journée de leur mariage le 26 juin 1947. On en trouve la transcription en 1948 sur l'acte de mariage religieux de 1941 (ci-contre).

Les motifs du jugement civil sont autrement précis et sérieux.

(Signature du Curé ou Vicaire qui a notifié) fille m. de

le Souverain Pontife a daigné dans son audience au Cardinal archevêque de la Sainte Eglise donner des Sacraments en date du 14 juin 1948 accorder la Dispense de mariage conclue et non consommé

En présence des témoins MM. Capitaine et Br...

A. de Beauvoir

De 1942 à 1944, il continue à travailler à l'Union générale dans des années difficiles : en effet, le ravitaillement est laborieux pour les individus et il en est de même de l'approvisionnement en grains pour les brasseurs et malteurs. Pierre Falcimaigne en parle en ces termes :

« Dès 1940, il avait été question de fermer les malteries et les brasseries consommatrices de grains revendiqués à la fois par le bétail et l'occupant. Il a donc fallu lutter sans relâche pour le maintien de nos activités. Notre organisation s'est transformée et adaptée. Ses dirigeants ont pu demeurer les dirigeants du "Comité d'organisation" chargé de gérer la pénurie, c'est-à-dire de répartir équitablement les maigres ressources obtenues de haute lutte, d'intervenir pour qu'inopinément un élément d'exploitation essentiel ne fasse pas défaut, de lutter contre les tentatives de fermetures d'usines destinées à dégager de la main-d'œuvre pour l'Allemagne. Il fallait aussi maîtriser les difficultés de transport, organiser les liaisons entre zones, l'occupée et la libre. Ce comité d'organisation, installé ici-même dans deux étages, occupait une trentaine de personnes, avait une succursale en zone libre, et dut ensuite accepter la création d'un Bureau d'organisation parallèle dans le Nord. »⁶

Au cours de l'année 1944, les troupes alliées libèrent peu à peu

Rétrospectivement...

En revisitant tous ces événements, je suis frappée de la jeunesse ballottée par les événements qu'a eu ce jeune homme né avec une guerre et sur le point d'en subir une autre. Après une enfance conventionnelle et un début de jeunesse studieux, il profite de son service militaire pour s'approcher d'un type d'armée idéalisée : la cavalerie. Sans qu'aucune tradition familiale ne l'y porte (je ne sais même pas s'il avait monté à cheval avant Saumur), il est probable que ce soit plutôt le produit de lectures historiques et de récits. Il va se retrouver dans le marasme de la Drôle de guerre, puis dans des combats soudains et relativement brefs, pour vivre le repli et la défaite.

À 26 ans, il n'est pas parmi les plus jeunes, mais s'il prend la vie quotidienne à l'armée avec flegme et s'en tire avec honneur, son immaturité à la sortie saute aux yeux. Parti à Alger pour résister aux Allemands, il se retrouve encore dans un endroit où il ne se passe rien. C'est alors qu'une jeune fille ravissante, fille d'un militaire émérite, probablement aussi désœuvrée que lui, devient soudain le projet de sa vie. Il la fréquente quelques semaines, le mariage est décidé de manière expéditive en ces temps troublés, il la quitte presque deux mois, revient se marier et repart en France avec elle. Et il est totalement convaincu de la profondeur du lien et de leur confiance *réciroque*.

Dans la famille, l'accent a toujours été mis sur la trahison de Janine, pas une allusion à la naïveté du jeune homme qui croit qu'une compatibilité sociale est garante d'une relation amoureuse. Dès les premiers temps de sa cohabitation avec elle, il travaille beaucoup et se déplace, tandis qu'elle reste seule à s'adapter dans un endroit inconnu. Il est difficile de croire à la non-consommation et encore plus difficile de supposer qu'aucun signe, aucune friction, aucune réticence n'aient posé problème au jeune couple. Elle devait avoir de rares talents de comédienne ou bien lui résistait aveuglément à envisager qu'il se soit trompé. Quoi qu'il en soit, cette expérience l'a profondément marqué et même blessé. Il lui en est resté une grande intolérance envers toute forme de mensonge, de trahison ou de résistance.

⁶ Discours de départ du 9 mars 1977, dans les locaux du 25 bd Malesherbes (Bios, vol. 8, n° 6 – 1977)

les villes françaises et l'armée française commence à entrer en Allemagne. Les Allemands résistent dans l'est et font en décembre une offensive dans les Ardennes.



Mobilisé le 20 février 1945, c'est le 3 mars que Pierre Falcimaigne rejoint les armées. Maintenant lieutenant, il est affecté au 7^e Spahis. Les lettres avec la famille reprennent, mais ne disent pas grand-chose : il se retrouve de nouveau seul avec les chevaux et dépeint sa vie comme agréable et peu contraignante. Finalement, il rejoint son peloton. On sait par ailleurs que le 7^e Spahis a combattu à ce moment-là en Forêt-Noire puis a atteint l'Autriche près du Tyrol.⁷ Cette campagne d'Alsace et d'Allemagne se déroule du 20 avril au 8 mai.⁸

Le 21 mai, il est à Strasbourg et parle alors ouvertement de ses responsabilités et des péripéties (on lui a volé sa jeep). Il s'occupe parallèlement de recontacter des brasseurs (dont les Hatt) et commence à évoquer son retour à Paris. Finalement, il est démobilisé le 21 septembre.

Sa brigade aura été la dernière unité de cavalerie française engagée à cheval en Europe.

Nommé capitaine le 25 décembre 1945, il participera assidûment aux manœuvres de la réserve, comme d'ailleurs aux rencontres de l'Amicale des Anciens du 4^e Hussards. Il atteindra le grade de commandant chef d'escadron et obtiendra la Légion d'honneur à titre militaire en 1957.

La vie civile

Depuis 1937, le siège du bureau de l'Union générale est au 25 boulevard Malesherbes à Paris. Le bureau de Vichy et celui du Nord à Lille dont Pierre Falcimaigne a été nommé responsable aussi ont probablement été fermés peu après la Libération. De secrétaire qu'il était en 1940, il passe en 1950 secrétaire général, c'est-à-dire directeur du bureau permanent de ce regroupement de syndicats de brasseurs et de malteurs. En 1977, il note⁹ : *L'Union générale s'est elle aussi transformée. Débarrassée progressivement des tâches de répartition elle a diminué ses effectifs, trop peut-être puisqu'à la suite du départ, en 1950 du Secrétaire général M. Paul ROUSSEAU, je suis demeuré seul avec un comptable, une secrétaire et une téléphoniste.*

⁷ [Wikipedia](#)

⁸ Livret militaire

⁹ Discours de départ du 9 mars 1977, Bios, vol. 8, n° 6 – 1977

« Les années d'après-guerre, qui ont vu disparaître progressivement le Comité d'organisation devenu Office professionnel, rétablissant l'Union générale dans ses prérogatives, n'ont guère été plus faciles. La pénurie de toutes choses se prolongea jusqu'en 1949, et les entreprises, au sortir de la guerre, se trouvaient pour la plupart dans des situations très précaires. ». Cependant, « La reconquête du marché, grâce à la qualité et à la densité retrouvées à partir de 1948 fut relativement rapide et les volumes de 1938 ont été atteints dès 1957. Ils continuèrent à progresser rapidement jusqu'en 1959 pour accuser ensuite une progression plus lente mais les 24.000.000 d'hectolitres actuels font apparaître 70 % de plus que les volumes de 1938. »

On ne sait pas exactement quand il finit et soutient sa thèse ni si le sujet en est toujours les lois Pétain sur la famille. Mais il obtient son doctorat en droit et c'était une source de fierté pour lui.

Ce qui est avéré, c'est qu'en 1946, il est le patron d'une secrétaire qui s'appelle Gilberte Dexpert. Elle a 24 ans et vient de finir sa licence en droit. Il se fiance avec elle en février 1947 et l'épousera le 26 juin. Après quoi il cherche une nouvelle secrétaire, car ma mère cesse de travailler.

Ils s'installent dans un petit logement au 233 rue du Faubourg St-Honoré, dans une voie privée, la Villa Wagram. C'est là qu'ils ont leur première fille en 1949. Quand une deuxième naissance s'annonce, dans un Paris en crise aiguë du logement, l'Union générale aménage pour eux un appartement qui donne sur la cour à l'arrière de ses bureaux.

Une installation qui devait être provisoire mais qui durera huit ans jusqu'à ce qu'ils puissent acheter sur plans un appartement en copropriété rue Lacépède, près de la Contrescarpe. Après avoir fait un effort initial considérable pour cet achat, le taux fixe du prêt et l'inflation vont en alléger de plus en plus le fardeau, de concert avec l'amélioration progressive de son salaire.



Rue Lacépède en construction vers 1957

En ce qui concerne sa vie professionnelle, il restera à l'Union générale toute sa carrière. En juin 1950, comme secrétaire général, il dirige le bureau composé d'un comptable, une téléphoniste et une secrétaire. Un adjoint s'ajoutera bientôt. Plus tard, deux autres personnes prendront sa place et une autre secrétaire complètera l'équipe qui ne dépassera jamais six personnes.

Une expérience certainement intéressante, avec de nombreux défis. L'Union générale fédère des syndicats régionaux qui n'ont pas toujours les mêmes intérêts. De plus, l'environnement économique se modifie considérablement : c'est l'époque de la mise en place du Marché

commun agricole puis de l'Europe des six. Puis on assistera à la concentration de la brasserie avec les premières multinationales qui entreront en scène.

Sa fin de carrière sera difficile. Déjà éloignée de la maison, je n'ai pas pu en connaître en détail les péripéties ni les enjeux. Il a dû y avoir des conflits liés à de nouvelles orientations et j'ai entendu dire qu'on souhaitait le remplacer par quelqu'un de plus jeune, peut-être plus orienté vers la mondialisation naissante. Le fait est que mon père est poussé à prendre volontairement une retraite anticipée qu'il ne souhaitait pas. L'assemblée générale du 15 juin 1976 décide de son licenciement « *à la suite de la réorganisation de l'organisme* », écrit-il lui-même dans son CV.

Effectif dès décembre, il est officiel après les trois mois de préavis le 1^{er} avril 1977, jour de ses 63 ans et il touche une indemnité de départ correspondant à 17 mois de son salaire mensuel d'environ 21 000 F.

C'est à cette date du 1^{er} avril 1977 qu'une réception en son honneur est organisée boulevard Malesherbes.

L'Union générale a déposé ses archives aux Archives nationales (site de Pierrefitte), mais peu de documents pertinents (correspondance, minutier) semblent correspondre aux années 70. À la fin des années 80, elle devient l'Association des brasseurs de France qui s'établira 9 boulevard Malesherbes.

La vie privée

Même si mon père était très présent à la vie de famille, notamment les week-ends, et se montrait un fils et un gendre prévenant, il était clair qu'il n'appréciait rien tant qu'être au travail. Il faisait de nombreux déplacements, en France ou en Europe, conduisant l'auto de fonction fournie par l'Union générale. Cette auto servait aussi à nos déplacements familiaux. L'été, il nous amenait sur les lieux de vacances, mais s'y attardait peu : il retournait fréquemment à Paris, ne pouvant laisser le bureau trop longtemps et n'appréciait guère la plage et le farniente en général.

Ma mère le secondait avec compétence et enthousiasme pour l'organisation des congrès quasi annuels de la brasserie qui se passaient dans des endroits prestigieux comme Nice, Naples, Amsterdam ou Rome. Elle veillait particulièrement à organiser les excursions des conjointes des congressistes (tous des hommes, bien sûr, à l'époque).

Elle adorait voyager et organisait aussi des excursions ou des voyages avec mon père, ce qui était à peu près la seule façon de lui faire prendre des vacances. Ils ont ainsi visité des régions, comme le Périgord ou la Provence et des pays comme l'Espagne ou le Maroc.

Se sentant plus libres à mesure que je grandissais, ils ont aussi eu des projets communs qui occupaient leurs week-ends et les sortaient de Paris. C'est ainsi qu'ils ont acheté une petite ferme délabrée à Leudon-en-Brie vers 1964 et l'ont peu à peu retapée. Mon père s'est même chargé de certains travaux, lui qui n'était guère manuel, comme poser la laine de verre dans la charpente pour isoler le toit. C'était aussi l'occasion d'inviter la famille et les amis à leur rendre visite, ce qu'apprécient toujours les Parisiens en quête d'un air plus pur.

Dans le contexte économique appelé maintenant les Trente glorieuses, ce labeur leur a permis de revendre la ferme devenue résidence secondaire et de viser à acheter quelque chose en Provence, ce qui était le rêve de ma mère en perspective de la retraite de mon père : être à la chaleur (née au Maroc, malgré son amour de Paris, elle n'en appréciait guère le climat).

C'est ce qu'ils ont fait en 1970 en achetant à Goult un bâtiment intéressant, dans un état convenable, avec une salle voûtée à arêtes et un très grand jardin où ma mère pouvait assouvir sa passion des fleurs. Ils y ont également beaucoup reçu et ma mère a gardé cette propriété jusqu'en 1986.

Lorsque la retraite a été confirmée, mes parents ont vendu l'appartement de Paris et en ont acheté un en 1976 à Aix-en-Provence, pour garder une organisation de vie moitié à la ville, moitié à la campagne. C'est à ce moment-là que le plan a achoppé : au début de 1977, un cancer des poumons est diagnostiqué et ce fumeur invétéré doit lâcher ses Gitanes maïs. D'abord soigné à Paris, mon père devient patient de La Timone à Marseille et y reçoit de nombreux traitements de radiothérapie. Ces allers-retours fréquents ont fait que l'appartement d'Aix n'a jamais été complètement habité par eux pendant cette période, servant plutôt de pied-à-terre lors des traitements.

Le décès

Curieusement, son décès a été extrêmement brutal. Il venait d'avoir un traitement routinier de rayons et tout se présentait bien. Ma mère devait aller le chercher le matin-même à La Timone quand elle a reçu un appel annonçant sa mort soudaine suite à une hémorragie interne par rupture inattendue de l'aorte que les rayons avaient probablement frôlée de trop près. C'était le 9 juillet 1978.

Il a été enterré à Goult (Vaucluse) dans le caveau qu'il avait acheté au cimetière.

En septembre de la même année paraissait dans le journal de la Brasserie un texte d'hommage.

Hommage à Monsieur Pierre FALCIMAIGNE

par Monsieur Jacques BONDUEL

Président d'Honneur de l'Union Générale de la Brasserie Française

Monsieur Pierre FALCIMAIGNE, Vice Président d'Honneur de l'Union Générale de la Brasserie Française n'est plus



Lorsque la nouvelle nous est parvenue le lendemain dans la journée du Lundi 10 Juillet chacun fut stupéfait et éprouva ce sentiment comme rarement. Si peu de temps s'était écoulé - un an et quatre mois exactement - depuis le rassemblement de la Profession autour de Monsieur Pierre Falcimaigne le 9 Mars 1977 à l'occasion de son départ. Nous pensions alors, même imparfaitement, lui avoir ouvert « la soirée de sa vie » comme il l'avait si joliment exprimé à l'intention de Madame Falcimaigne. Nous

avons parcouru, ce soir-là, une carrière tout entière consacrée à la Profession et étions impressionnés par sa densité et l'identité qui s'en dégageait. Comment ne pas ressentir cette immense et intime privation pour vous, chère Madame Falcimaigne ? Comment sinon en vous exprimant que nous nous sentons aussi séparés de quelqu'un de cher, privés de quelque chose qui compte, ou plutôt ce quelque chose, qui n'avait pas été dit le soir du 9 Mars 1977, nous ne l'avons pas perdu, c'est, je crois, la rectitude - c'est cela la présence, le souvenir de Monsieur Pierre Falcimaigne - qui guidait sa ligne de conduite, son attitude même physique, le cheminement de sa pensée, son élocution, sa phrase, ajouterai-je ses petits dessins pendant certaines longues réunions à Bruxelles ou à Paris...

Cette rectitude n'allait pas sans nuance, émanant d'une vive intelligence, qui lui permettait d'allier la forme et le fond des choses. Tout cela après avoir servi la Brasserie Française pendant près de quarante ans lui promettait des années toujours pleines, dont on sait qu'elles étaient aussi tournées vers les autres - le destin ne l'a pas permis - insondable - hélas incompréhensible - il y a ceux qui partent, ceux qui restent. Celui qui est parti ne l'est pas tout à fait, il est « dans le cœur des vivants », ceux qui restent et d'abord vous, chère Madame Falcimaigne, devant qui nous nous inclinons, remplis de reconnaissance, de foi et d'espérance.

JACQUES BONDUEL

*Président d'Honneur de l'Union Générale
de la Brasserie Française*

Ma mère est demeurée seule, dans ce bel appartement du Parc Cézanne à Aix-en-Provence, pendant 34 ans, soit trois ans de plus que la durée de son mariage avec lui.

Mise à jour : 30 juin 2025